

638. — 24 DÉCEMBRE 1853. — *Loi qui supprime les centimes additionnels et le timbre collectif dont est passible l'accise sur les bières et vinaigres et qui fixe ce droit à deux francs six centimes (1).* (Monit. du 28 décembre 1853.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le droit d'accise établi sur la fabrication des bières et vinaigres, par la loi du 2 août 1822 (*Journal officiel*, n° 32), est fixé à deux francs six centimes.

Le taux de la décharge, ainsi que les réductions accordées aux vinaigriers sur le montant de l'accise, sont maintenus dans la proportion existante aujourd'hui.

Art. 2. Sont supprimés, comme rentrant dans le droit fixe ci-dessus, les centimes additionnels perçus au profit de l'État, ainsi que le timbre collectif des quittances.

Art. 3. Chaque quittance du paiement de l'accise est frappée d'un droit de timbre fixe de vingt-cinq centimes.

Art. 4. Les villes et communes où les droits d'octroi sur la fabrication des bières et vinaigres sont établis en raison de centimes additionnels sur le principal de l'accise de l'État, continueront provisoirement à les percevoir sur le principal de fr. 1-48 4/10 fixé par la loi du 2 août 1822.

Art. 5. La présente loi sera obligatoire le 1^{er} janvier 1854.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État, et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre des finances, M. LIEBTS.

Revu les arrêtés royaux pris en vertu de cette loi, et notamment celui du 29 décembre 1843 ;

Sur la proposition de nos ministres des travaux publics, de l'intérieur et des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. A partir du 1^{er} janvier 1854, les plombs bruts, ouvrés ou laminés, seront ajoutés aux productions du sol et de l'industrie du pays, admises par l'arrêté précité du 29 décembre 1843 à jouir, en cas d'exportation, d'une réduction de 30 p. c. des péages des canaux et rivières, perçus au profit de l'État.

Notre ministre des finances (M. Liebts) est chargé de l'exécution du présent arrêté.

640. — 25 DÉCEMBRE 1853. — *Loi de transfert d'un crédit de 120,000 francs au budget du département de la guerre (2).* (Monit. des 26 et 27 décembre 1853.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une somme de cent vingt mille francs (fr. 120,000), comprise dans les crédits alloués par la loi du 9 juin 1853, pour l'art. 23 (Fourrages en nature) du budget de la guerre de l'exercice 1853, est transférée à l'article 22 (Pain) du même budget.

Art. 2. La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de la guerre, M. AROUL.

639. — 24 DÉCEMBRE 1853. — *Arrêté royal qui admet les plombs à jouir, en cas d'exportation, de la réduction du droit de péage sur les canaux et rivières de l'État.* (Monit. du 7 janvier 1854.)

Léopold, etc. Vu la loi du 30 juin 1842, prorogée en dernier lieu par celle du 31 décembre 1831 ;

641. — 25 DÉCEMBRE 1853. — *Arrêté royal décrétant un règlement général sur l'emploi et la surveillance des appareils à vapeur (3).* (Monit. du 30 décembre 1853.)

Léopold, etc. Revu les arrêtés royaux du 15 novembre 1846, du 16 juin 1851 et du 16 juin 1852, concernant l'établissement et la surveillance des chaudières et machines à vapeur ;

(1) Présentation à la chambre des représentants le 22 novembre 1853. — Rapport par M. Allard le 10 décembre. — Discussion et adoption le 14 par 71 voix contre 1 et 2 abstentions.

Rapport au sénat par M. Dellafaille le 21 décembre. — Discussion le 22 et adoption le 23 par 40 voix.

(2) Présentation à la chambre des représentants le 26 novembre 1853. — Rapport par M. Dumon le 28. — Discussion et adoption le 7 décembre par 59 voix et 1 abstention.

Rapport au sénat par M. Mosselman le 23 décembre. — Discussion le 23 et adoption le 24 par 33 voix.

(3) *Rapport au roi.*

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la sanction de Votre Majesté un projet de règlement général destiné à remplacer l'arrêté du 15 novembre 1846, qui régit actuellement l'emploi et la surveillance des chaudières et machines à vapeur.

L'expérience a démontré que les dispositions en vigueur présentent des lacunes et des inconvénients de nature à compromettre la sûreté publique ou la